



Sud éducation 56 interpelle le DASEN au sujet de la pression de l'extrême-droite dans les établissements scolaires et universitaires

Lorient, le 9 novembre 2023

L'école fait actuellement l'objet de pressions et de menaces croissantes de la part de groupes d'extrême-droite, à l'échelle nationale et plus particulièrement dans notre département.

Nous avons pu répertorier un certain nombre de situations inquiétantes depuis octobre 2022. Plusieurs de nos collègues ont été la cible de pressions, parce qu'ils ont fait leur travail : appliquer les programmes officiels, contribuer à l'émancipation des élèves et former les citoyens de demain.

L'extrême-droite essaye également de recruter parmi les jeunes, lycéen·nes et étudiant·es, par exemple en diffusant des tracts contenant des propos homophobes et racistes. Le climat scolaire de certains établissements s'en trouve extrêmement dégradé.

Notre organisation syndicale a sollicité une audience auprès de monsieur le DASEN, afin d'échanger sur la définition d'actions de soutien aux personnels. Le DASEN a répondu favorablement à notre demande, et nous a reçu, mardi 10 octobre, accompagné de monsieur le secrétaire général et de madame l'IA-IPR, professeure d'histoire géographie.

L'administration a assuré être très attentive à la situation. Elle est au courant de beaucoup des agissements de l'extrême droite, et en lien continu avec les renseignements territoriaux sur ce sujet. L'action principale de l'administration est de faire remonter aux services concernés.

La stratégie est claire : peu de communication sur ces incidents pour éviter toute publicité et reprise sur les réseaux d'extrême droite. En réponse à nos interpellations, M. le DASEN a insisté sur le fait que toute remise en cause du programme ou du contenu des cours doit être remontée par écrit, et que la protection fonctionnelle, à présent de DROIT, sera automatiquement proposée aux personnels. Le DASEN demande aux syndicats d'insister sur l'importance de faire remonter par écrits tous les incidents, mais n'engage aucune communication à destination des personnels.

Nous pouvons entendre l'argument qui consiste à éviter la publicité aux militant·es d'extrême-droite, mais pour autant, tous les personnels travaillent dans des conditions de plus en plus angoissantes et délétères. Il a fallu, à plusieurs reprises, rappeler que tous les personnels sont impactés, pas seulement les enseignant·es et que le soutien doit être apporté à l'ensemble des personnels. Sans oublier l'angoisse des élèves qui sont les premières victimes de certains messages haineux. Un message à l'adresse des lycéens et lycéennes serait le bienvenu. L'IA-IPR assure qu'elle prendra contact avec le proviseur du lycée Dupuy de Lôme et qu'elle passera dans l'établissement. Elle évoque la possibilité de construire des interventions en classe dans le cadre de l'Éducation Morale et Civique. Nous avons souligné qu'avec la course aux programmes, l'Éducation Morale et Civique était trop souvent délaissée.

Nous avons également évoqué nos inquiétudes sur l'entrisme des parents vigilants (association créée par Eric Zemmour) et des idées d'extrême-droite dans les associations de parents d'élèves. Les services assurent être en relation avec ces associations.

Enfin, la propagande d'extrême-droite vient aussi, parfois, de certains collègues véhiculant des idées d'extrême-droite dans leurs cours. Nous avons suggéré une intervention de l'administration auprès des collègues, réaffirmant le cadre professionnel.

Pour notre organisation syndicale, l'écoute du DASEN est encourageante. Toutefois, nous considérons qu'au regard de l'urgence et la gravité de la situation, il est indispensable que le DASEN aille plus loin. Nous pensons qu'au minimum, une communication officielle de soutien s'impose envers les personnels, lorsque leur travail est attaqué. Au niveau national, nous demandons également un travail autour d'une circulaire spécifique qui pourrait donner un cadre précis et opérationnel aussi bien sur les droits et protection des personnels que sur celui de la défense des projets et mise en œuvre des programmes attaqués par l'extrême-droite.

Au-delà de cette audience, notre organisation syndicale est engagée, avec ses partenaires, dans un travail collectif de long terme contre l'extrême droite afin de faire vivre notre idéal commun d'une École progressiste et émancipatrice.